



Pap Ndiaye "satisfait" de la rentrée scolaire : le Syndicat national des écoles, collèges et lycées juge la déclaration du ministre "choquante"



Le ministre de l'Éducation s'est dit satisfait de la rentrée malgré les difficultés de recrutement. Le Syndicat national des écoles, collèges et lycées demande notamment une meilleure formation des contractuels.

Maxime Reppert, secrétaire national aux conditions de travail pour le Syndicat national des écoles, collèges et lycées (Snalc), a jugé lundi 12 septembre sur franceinfo les déclarations du ministre de l'Éducation "choquantes". Pap Ndiaye a estimé que la rentrée scolaire a été "bonne" en dépit des difficultés de recrutement : "il y a tout lieu d'être satisfait d'une rentrée qu'on nous promettait par ailleurs mauvaise, voire catastrophique", a déclaré le ministre sur franceinfo.

"La rentrée scolaire a été bonne", affirme le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye qui ne confirme pas les chiffres de l'étude du SNES-FSU qui parle de 62% établissements où il manque au moins un professeur. pic.twitter.com/Yxgckdi5jW
— franceinfo (@franceinfo) September 12, 2022

Maxime Reppert a rappelé que "la plupart des contractuels qui ont été embauchés ne bénéficient que de quatre jours de formation" alors que "chez McDo les employés bénéficient jusqu'à cinq jours". Le ministre annonce par ailleurs que les enseignants en début de carrière toucheront 2 000 euros dès septembre 2023. Ce sont des "promesses de revalorisations" qui "ne naissent pas d'aujourd'hui", souligne Maxime Reppert.

franceinfo : Estimez-vous que la rentrée s'est bien passée comme l'affirme votre ministre ?

Maxime Reppert : Je ne partage pas du tout son diagnostic. On peut être satisfait si l'objectif était de mettre un adulte devant les élèves. Mais je trouve que cette déclaration est quelque part choquante. La plupart des contractuels qui ont été embauchés ne bénéficient que de quatre jours de formation. Je n'ai absolument rien contre les contractuels. Nous en avons besoin, mais je regrette ce très faible encadrement et cette formation qui est ridicule. Chez McDo, les employés bénéficient jusqu'à cinq jours de formation pour servir des burgers. Je suis choqué que dans l'Éducation nationale, on



passé moins de temps à former les enseignants.

L'annonce d'un concours exceptionnel au printemps ouvert aux contractuels pour réduire leur nombre, cela vous paraît une bonne chose ?

Ouvrir des sessions de concours, c'est une chose. Encore faut-il que les candidats répondent présents. En l'espace de 20 ans, pour le Capes, on est passé de 50 000 candidats à près de 20 000. Donc, on a quand même une baisse de 60%, ce qui doit faire réfléchir. Effectivement, les modalités de recrutement ont évolué. On est passé de bac+3 à bac+5, mais la question de l'attractivité est centrale. Ces promesses de revalorisations à 2 000 euros ne naissent pas d'aujourd'hui. Elles existaient déjà sous le ministère de Jean-Michel Blanquer. Elles étaient évoquées lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Ce sont des promesses. On nous avance des chiffres pour les débuts de carrière, rien pour les milieux de carrière. Cela fait quinze ans que j'enseigne. Au bout de quinze ans d'ancienneté, le salaire de base est de 2 000 euros.

Qu'attendez-vous concrètement ?

Le ministre, à court terme, n'a pas le choix : il est obligé d'embaucher des contractuels. Il n'a pas le choix parce qu'il a fait preuve d'un manque cruel d'anticipation criant. Sous Jean-Michel Blanquer aussi. Il est obligé d'embaucher des contractuels, qui, au passage, pour certains, démissionnent au bout de quelques jours. Je vois des collègues qui, au bout de quelques jours, se disent qu'effectivement, ils ne sont pas faits pour ça et décident de démissionner.

"Il faut une véritable formation des collègues contractuels et travailler vraiment sur l'attractivité du métier."

Maxime Reppert , secrétaire du Syndicat national des écoles, collèges et lycées (Snalc)
sur franceinfo

Il y a la question de la rémunération, c'est incontournable. Et aussi, la question des conditions de travail. Il y a aussi la façon dont les enseignants sont traités. Il y a quand même des violences physiques et psychologiques qui ont tendance à se banaliser, une absence de médecine de travail digne de ce nom, des effectifs toujours en nombre et des missions qui sont de plus en plus complexes. On assiste à une perte de sens du métier d'enseignant.

